

Ministère du Procureur général



Thunder Bay Cour supérieure de Justice



Cour de Justice de l'Ontario de l'ancien hôtel de ville, Toronto



Kingston Cour supérieure de Justice

Guide du Programme des stagiaires en droit 2009-2010

Table des matières

UNE MYRIADE DE POSSIBILITÉS	1
RENSEIGNEMENTS SUR LE PROGRAMME.....	2
PROCESSUS DE TRAITEMENT DES CANDIDATURES	2
DATES LIMITES POUR POSER SA CANDIDATURE	2
RÉMUNÉRATION	2
MOYENS D'ENSEIGNEMENT	2
LA BIBLIOTHÈQUE DE DROIT ET LES AUTRES RESSOURCES JURIDIQUES.....	3
POLITIQUE DE RÉEMBAUCHE	3
COORDONNÉES DES BUREAUX DU MINISTÈRE	3
PROFILS DE NOS BUREAUX.....	4
DIRECTION DU DROIT CONSTITUTIONNEL.....	4
DIVISION DES SERVICES AUX TRIBUNAUX	6
LES BUREAUX DU PROCUREUR DE LA COURONNE	8
BUREAU DES AVOCATS DE LA COURONNE – DROIT CIVIL	13
BUREAU DES AVOCATS DE LA COURONNE – DROIT CRIMINEL.....	15
TRIBUNAL DE L'ENVIRONNEMENT.....	17
COMMISSION DES SERVICES FINANCIERS DE L'ONTARIO.....	18
MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION, MINISTÈRE DE LA CULTURE ET MINISTÈRE DU TOURISME.....	19
MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS.....	20
MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES ET MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE	23
MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES – BUREAU DES OBLIGATIONS FAMILIALES	24
MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT	25
MINISTÈRE DES FINANCES ET MINISTÈRE DU REVENU	27
MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS.....	29
MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE ET MINISTÈRE DE LA PROMOTION DE LA SANTÉ	31
MINISTÈRE DU TRAVAIL	33
MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT	34
MINISTÈRE DES TRANSPORTS.....	35
BUREAU DE L'AVOCAT DES ENFANTS.....	37
BUREAU DU TUTEUR ET CURATEUR PUBLIC	39
DIVISION DES POLITIQUES	40
COUR SUPÉRIEURE DE JUSTICE	42

Une myriade de possibilités

Le gouvernement ontarien, le plus grand « cabinet d'avocats » en Ontario, offre aux stagiaires en droit et aux étudiants en droit d'été l'un des milieux juridiques les plus diversifiés qui soient dans la province. Le ministère du Procureur général (MPG) emploie des avocats dans tous les secteurs gouvernementaux de l'Ontario. Le stage au ministère offre l'avantage de la diversité et des ressources propres à un grand cabinet d'avocats, tout en présentant les avantages des petits cabinets.

Le gouvernement de l'Ontario emploie au total plus de 1 700 avocats et, en moyenne, environ 100 stagiaires en droit et une trentaine d'étudiants en droit d'été chaque année. Nous nous spécialisons dans presque tous les domaines importants du droit : le droit constitutionnel, le droit pénal, le droit de la santé, le droit de l'environnement, le droit de la famille, le droit des autochtones, le droit du bien-être social, le droit fiscal, le droit des sociétés, le droit commercial, le droit du travail et le droit en matière d'emploi. Un stage au ministère du Procureur général met les étudiants en contact avec les rouages du gouvernement et le processus de réforme du droit.

Les stagiaires participent directement à des travaux aussi importants à l'intérêt public qu'utililes. Il s'agit là d'une excellente formation ouvrant la porte sur une carrière en droit; de plus, la variété et la qualité de notre travail sont vraiment inégalées!

Outre un programme d'orientation offert à tous les stagiaires en droit chaque année en septembre, plusieurs autres séminaires éducatifs sont conçus et offerts exclusivement aux étudiants stagiaires du Ministère tout au long de l'année. Les stagiaires sont supervisés et soutenus par des avocats chevronnés qui leur donnent une rétroaction, et qui ont à cœur de faire de leur stage au Ministère une expérience vraiment formatrice.

Nous espérons que cette brochure vous fournira un aperçu des nombreuses possibilités qu'offre le gouvernement de l'Ontario à ses stagiaires en droit et étudiants en droit d'été. Un stage au sein de la fonction publique de l'Ontario peut vous ouvrir la porte sur une carrière juridique stimulante et enrichissante. Le Ministère considère ses meilleurs stagiaires comme des candidats à des postes d'avocats débutants.

Nous vous invitons à communiquer avec le ou les bureaux qui vous intéressent. Nous serons heureux de recevoir votre demande d'emploi et de vous rencontrer.

Dan L. Goldberg

Président

Comité des emplois d'été des étudiants et
des stages en droit

Ministère du Procureur général

Kendra Schott

Conseillère, recrutement stratégique et
relations avec le personnel –

Programmes des étudiants

Direction des ressources humaines

Ministère du Procureur général

Renseignements sur le Programme

Processus de traitement des candidatures

Chaque bureau effectue son propre recrutement. Par conséquent, les candidats et candidates doivent présenter leurs demandes directement à chaque bureau dans lequel ils souhaitent travailler. Pour la majorité des bureaux, le dossier de demande doit comprendre un curriculum vitae, une lettre d'accompagnement et les relevés de notes concernant les études de premier cycle et de l'école de droit. La majorité des bureaux du MPG acceptent les photocopies des relevés de notes officiels. **Veuillez examiner les profils des bureaux décrits dans le présent document pour vous assurer de respecter les exigences propres à chacun.**

Dates limites pour poser sa candidature

La plupart des bureaux suivent les procédures du Barreau du Haut-Canada (BHC) concernant le recrutement des stagiaires, qui sont mises à jour chaque année et diffusées sur le site Internet du BHC (http://www.lsuc.on.ca/index_fr.html). Ces procédures indiquent les dates limites que les bureaux et les étudiants doivent respecter.

Toutefois, quelques bureaux du MPG procèdent au recrutement en fonction de dates limites autres que celles du BHC. Traditionnellement, il s'agit des programmes de stages en cléricature à la Cour d'appel de l'Ontario et à la Cour supérieure de justice. Les étudiants sont priés d'examiner ces échéances spécifiques, indiquées par le présent guide, pour vérifier quelles dates limites s'appliquent à leur demande.

Rémunération

La rémunération des stagiaires en droit est concurrentielle par rapport à celle qu'offrent les grands cabinets d'avocats. En outre, pour la période du stage, les stagiaires ont droit à dix (10) jours de vacances payés et seront rémunérés pour chaque jour férié durant cette période de stage. De plus, le régime de rémunération des étudiants comprend une allocation étudiante non imposable totalisant 4 500 \$. Tous les stagiaires en droit sont représentés par l'Association des avocats de la Couronne, à laquelle ils versent une cotisation selon un taux de 1 p. cent.

Moyens d'enseignement

Le ministère du Procureur général dispose d'un comité des stagiaires actif, composé d'avocats spécialisés dans différents domaines et d'agents des ressources humaines, et dont le but est de s'assurer que nos stagiaires acquièrent une expérience de travail appréciable. Le comité assure la coordination relative aux stagiaires en droit et étudiants en droit d'été en ce qui concerne leur recrutement, leur formation et leur réembauche. Le comité organise une séance d'initiation pour les nouveaux stagiaires en droit ainsi qu'une série de séminaires d'une demi-journée portant sur divers sujets et compétences pertinents aux stages en droit et à la pratique du droit au sein du gouvernement de l'Ontario.

Outre les programmes gérés par le comité des stagiaires du Ministère, certaines directions organisent à l'intention de leurs stagiaires des séminaires et ateliers internes portant sur divers sujets qui leur sont propres.

Les étudiants sont également encouragés à participer à des programmes de formation chapeautés par des organismes externes tels l'Association du Barreau de l'Ontario et le Barreau du Haut-Canada. Les étudiants stagiaires participent aussi à des activités sociales organisées par le bureau où ils travaillent.

La Bibliothèque de droit et les autres ressources juridiques

La Bibliothèque de droit du ministère du Procureur général fournit aux stagiaires en droit des services de recherche juridique et des renseignements à l'appui. La Bibliothèque possède une vaste collection d'ouvrages, dont les parutions du Ministère, et peut également fournir des renseignements en ligne à ses usagers. La collection de la Bibliothèque se compose de textes législatifs et recueils de jurisprudence du Canada et du Royaume-Uni, ainsi que de quelques recueils de jurisprudence américains et australiens. À cela s'ajoute une vaste sélection de sources secondaires : documents gouvernementaux, traités, services de mise à jour sur feuillets mobiles et revues de droit.

Les services offerts par la Bibliothèque comprennent l'accès à plusieurs bases de données en ligne, des services de référence, des visites de la Bibliothèque, des séminaires sur la recherche juridique, le service de prêts entre bibliothèques/service de retrait et de restitution en collaboration avec l'Université de Toronto, un lecteur-reproducteur pour les microfilms et les microfiches et enfin, des ordinateurs avec accès par modem à Quicklaw.

Politique de réembauche

Après leur année de stage, tous les étudiants font l'objet d'une évaluation écrite officielle. Selon les résultats de cette évaluation et la recommandation de leurs superviseurs, les stagiaires peuvent être inscrits à la banque de réembauche des candidats du ministère du Procureur général pour une période de 24 mois, ce qui leur procure un avantage concurrentiel sur les candidats extérieurs pour décrocher des postes d'avocats débutants au sein de la fonction publique.

De nombreux anciens stagiaires du ministère du Procureur général trouvent du travail comme avocats durant l'année où ils sont admis au Barreau, soit dans le bureau où ils ont effectué leur stage, soit ailleurs au Ministère.

Coordonnées des bureaux du Ministère

Les coordonnées de chaque bureau sont énumérées plus loin dans le présent guide. Pour en savoir plus sur le ministère du Procureur général, veuillez consulter le site Internet à l'adresse : www.attorneygeneral.jus.gov.on.ca.

Pour des renseignements supplémentaires, communiquez avec :

Kendra Schott

Conseillère, recrutement stratégique et relations avec le personnel – Programmes des étudiants

Direction des ressources humaines

Ministère du Procureur général

720, rue Bay, 3^e étage

Toronto (Ontario) M5G 2K1

Téléphone : 416-326-2449

Courriel : mag.hr.lawstudents@ontario.ca

Profils de nos bureaux

Direction du droit constitutionnel

Notre travail de tous les jours, c'est ce dont rêvent nombre d'étudiants en droit : le droit constitutionnel. La Direction du droit constitutionnel a pour mandat de donner des conseils et de trancher des contentieux au nom du gouvernement de l'Ontario dans tous les domaines du droit constitutionnel autres que le droit criminel. Nous assurons ces services auprès du ministère du Procureur général et des autres ministères. Notre équipe de la Direction se compose de 21 avocats, trois stagiaires en droit à temps plein, deux étudiants d'été en droit, et enfin, de 15 membres du personnel administratif.

Les avocats de la Direction plaident dans des causes constitutionnelles non pénales, notamment dans les récusations en vertu de la *Charte canadienne des droits et libertés* et de la *Loi constitutionnelle de 1867*. Voici quelques exemples de causes dans lesquelles des avocats de la Direction ont comparu et plaidé : *Auton c. la Colombie-Britannique* (financement d'une thérapie pour enfants autistes); *Little Sisters c. le Canada (r^p 2)* (coûts anticipés d'un contentieux fondé sur la *Charte*); *Harper c. le Canada* (plafond des dépenses des tierces parties durant les élections); *M. c. H.* (définition de « conjoint » dans la *Loi sur le droit de la famille*); *Eldridge c. la Colombie-Britannique* (droit à des interprètes en langage des signes pour l'accès aux services de santé); *Lovelace c. l'Ontario* (distribution des profits de Casino Rama à des bandes des Premières nations); cause *Eurig Estate* (validité des frais d'homologation de l'Ontario); et *Vriend c. l'Alberta* (orientation sexuelle et *Code des droits de la personne* de l'Alberta).

Notre Direction conseille le gouvernement sur des questions de politiques et de réforme constitutionnelles. Ces conseils touchent le processus de révision constitutionnelle et la recherche de mesures alternatives en faveur de l'unité nationale, et abordent des questions relatives aux droits des Autochtones et aux initiatives constitutionnelles connexes, telles que l'Entente cadre sur l'union sociale canadienne, les Accords du lac Meech et de Charlottetown.

Notre Direction rédige aussi des avis écrits pour différents ministères et organismes du gouvernement de l'Ontario. Dans ces avis, elle examine les lois actuelles ou proposées, afin de s'assurer qu'elles sont conformes à la *Loi constitutionnelle de 1867* et à la *Charte canadienne des droits et libertés*.

Description du Programme des stagiaires en droit

Aux côtés des avocats, nos stagiaires participent à toutes les étapes des instances, requêtes et appels. Il sera par exemple demandé au stagiaire de rédiger des actes de procédure et mémoires, d'organiser et d'analyser des documents, de préparer des dossiers de motions et de prendre part aux auditions des motions, et d'interviewer et préparer des témoins ou déposants. Les stagiaires sont encouragés à développer leurs compétences relatives au règlement de contentieux, ce qu'ils ont l'occasion de faire en accompagnant les avocats aux procès, auditions de requêtes, appels, conférences préparatoires au procès, motions, interrogatoires préalables et contre-interrogatoires. En outre, les stagiaires peuvent devoir traiter des dossiers de façon autonome, et donc comparaître et plaider devant les tribunaux ou en cour provinciale, le cas échéant.

Nos stagiaires effectuent également des recherches approfondies sur des questions constitutionnelles plutôt stimulantes sur le plan intellectuel. Quand les recherches ont pour but de faire avancer le dossier d'une affaire en instance, les stagiaires sont encouragés à participer à toutes les procédures relatives à cette instance. Dans la mesure du possible, nous essayons de donner l'occasion à chacun de nos stagiaires de paraître à la Cour suprême du Canada.

Nos stagiaires sont aidés et évalués tout au long de leur année de stage. Ils assistent à une séance d'initiation détaillée où ils peuvent se familiariser avec la structure et les activités de la Direction, de la Bibliothèque de droit et des greffes. Les stagiaires, dont la supervision quotidienne est assurée par les avocats qui les font travailler sur différents dossiers, peuvent aussi compter sur un système de mentorat, grâce auquel ils peuvent bénéficier des conseils d'avocats chevronnés pour trouver des solutions aux difficultés qu'ils rencontrent; le mentor émet aussi sa rétroaction sur le travail du stagiaire. Chaque mentor a la responsabilité de s'assurer que son stagiaire vit une expérience variée, équilibrée, complète et enrichissante.

Renseignements pour postuler

Postes disponibles : 3

Exigences : Tous les candidats doivent présenter une lettre d'accompagnement, un curriculum vitæ, des photocopies des relevés de notes officiels de leurs études de premier cycle, de leur école de droit et de leurs études de cycles supérieurs (le cas échéant), et une liste des cours qu'ils suivront pendant la prochaine année universitaire. Les lettres de recommandation sont examinées au cours du processus d'étude des demandes, bien qu'elles ne soient pas obligatoires.

Veuillez nous fournir votre adresse de courriel, car nous vous enverrons l'accusé-réception de votre demande par cette voie. Veuillez également indiquer le numéro de téléphone de l'endroit où nous pourrions vous joindre à Toronto pendant la semaine de l'entrevue au cas où nous aurions à communiquer avec vous.

Date limite : Le 11 juillet 2008, les entrevues débutant le 11 août 2008

Adresser la demande à : Rochelle Fox, avocate
Direction du droit constitutionnel
Ministère du Procureur général
720, rue Bay, 4^e étage
Toronto (Ontario) M5G 2K1

Téléphone : 416-326-4453
L. générale : 416-326-4460
Télécopieur : 416-326-4015
Courriel : rochelle.fox@ontario.ca

Autre personne-ressource : Zachary Green, avocat
Direction du droit constitutionnel
Téléphone : 416-326-8517
Courriel : zachary.green@ontario.ca

Si vous souhaitez qu'un de nos actuels stagiaires en droit vous fasse part de son expérience, veuillez composer le 416-326-4460.

Division des services aux tribunaux

La Division des services aux tribunaux, la plus importante division du ministère du Procureur général, gère plus de 250 greffes dans la province. La planification et l'élaboration des programmes, et les politiques, sont gérées par quatre directions au sein de la Division : la Direction des politiques et des programmes en matière de droit criminel/LIP, la Direction de la planification ministérielle, la Direction des politiques et des programmes en matière de droit civil et la Direction des politiques et des programmes en matière de droit de la famille.

Les avocats de la Division des services aux tribunaux assument les fonctions suivantes :

- L'élaboration continue de politiques opérationnelles;
- Analyses et conseils en matière de politiques stratégiques proactives;
- L'élaboration et la mise en œuvre, en collaboration avec les acteurs judiciaires sur le terrain, d'initiatives en matière de législation, réglementation et programmes relatifs aux systèmes de justice civile, pénale et familiale;
- Conseils juridiques et soutien des programmes pour la haute direction et le personnel des tribunaux dans toute la province.

Étant donné son rôle dans le système judiciaire, une grande partie des activités de la Division des services aux tribunaux consiste à travailler avec d'autres divisions du Ministère, avec la magistrature, le Barreau, les Comités des règles, les partenaires du secteur de la justice, les autres ministères, les autres tribunaux ainsi que les municipalités et les homologues fédéraux, provinciaux et territoriaux.

Description du Programme des stagiaires en droit

La Division des services aux tribunaux offre aux stagiaires en droit une occasion unique de prendre part à l'ensemble des projets touchant les politiques et la législation, en participant à la prise de décisions stratégiques qui concernent les tribunaux de l'Ontario par l'intermédiaire des processus législatifs et réglementaires, et en jouant un rôle actif dans les étapes d'élaboration, de mise en œuvre et de surveillance des programmes.

En travaillant au Bureau principal de Toronto, les stagiaires participent activement à toutes les activités, notamment :

- La préparation de mémoires juridiques;
- La recherche entre différentes sphères de compétence;
- La préparation de documents d'études;
- La préparation de mémoires à soumettre aux organismes centraux;
- La préparation de textes législatifs et de règlements;
- La préparation du matériel d'information à l'attention des cadres supérieurs et du procureur général;
- La correspondance.

Les étudiants participent également à des comités interministériels et intraministériels mis en place pour examiner les initiatives en matière de législation et de politiques.

Voici quelques projets récents mis sur pied par la Division des services aux tribunaux :

- Aide apportée au projet de réformes de la justice civile, au projet de réforme concernant les juges de paix, au projet pilote de tribunal pour la protection de l'enfance et aux Comités de liaison communautaire;
- Participation et réaction au Plan d'action contre la violence familiale à l'échelle de la province;
- Élaboration et mise en œuvre de modifications des règles de procédures régissant les tribunaux civils, les tribunaux de la famille et la Cour des petites créances;
- Élaboration des modifications à la *Loi sur les tribunaux judiciaires* dans le cadre de la *Loi sur l'accès à la justice (Projet de loi 14)*.

Renseignements pour postuler

Postes disponibles : 2

Exigences : La demande doit comporter un curriculum vitæ, une lettre d'accompagnement, les relevés de notes des études de premier cycle et de l'école de droit, un échantillon de document juridique rédigé par le candidat et deux (2) lettres de recommandation.

Date limite : Le 11 juillet 2008, les entrevues débutant le 11 août 2008

Adresser la demande à : Melanie Chalmers
 Avocate
 Direction des politiques et des programmes en matière de droit de la famille – Division des services aux tribunaux
 Ministère du Procureur général
 720, rue Bay, 2^e étage
 Toronto (Ontario) M5G 2K1

Téléphone : 416-326-4686
 L. générale : 416-326-4268
 Télécopieur : 416-326-4289
 Courriel : melanie.chalmers@ontario.ca

Autre personne-ressource : Jane Marshall
 Avocate
 Direction des politiques et des programmes en matière de droit criminel/LIP – Division des services aux tribunaux
 Ministère du Procureur général
 720, rue Bay, 2^e étage
 Toronto (Ontario) M5G 2K1
 Téléphone : 416-212-3780

Si vous souhaitez qu'un de nos actuels stagiaires vous fasse part de son expérience, composez le 416-326-1028.

Les bureaux du procureur de la Couronne

C'est au Réseau des procureurs de la Couronne qu'incombe la tâche de mener la poursuite dans l'immense majorité des affaires criminelles en Ontario. Organisé à l'échelle locale, chacun des bureaux du Réseau est supervisé par un procureur de la Couronne secondé d'une équipe de procureurs adjoints de la Couronne. Pour devenir un procureur efficace, le procureur adjoint de la Couronne doit parvenir à la maîtrise de tous les aspects de la pratique du droit, notamment la préparation de la cause, l'interrogatoire et le contre-interrogatoire des témoins, l'utilisation des preuves médico-légales, l'argumentation juridique et l'art de s'adresser au jury. Entreprendre une carrière à titre de procureur adjoint de la Couronne est l'un des meilleurs moyens qui soient de développer ses compétences de procureur.

Outre le travail concernant les procès, les procureurs adjoints de la Couronne sont parfois appelés à fournir une gamme de services connexes : ils donnent des conseils d'ordre juridique à la police durant les enquêtes, aident les policiers à obtenir des mandats de perquisition, examinent les rapports de police et procèdent à un « tri des accusations » (méthode par laquelle ils écartent toutes les accusations ne présentant pas d'éléments qui pourraient raisonnablement mener à une déclaration de culpabilité), et, dans la mesure du possible, ils s'emploient à faciliter le règlement raisonnable d'affaires avant procès.

Description du Programme des stagiaires en droit

Chaque bureau s'efforce de fournir aux stagiaires une excellente expérience dans le domaine du droit pénal. Nombre de nos anciens stagiaires deviennent des procureurs adjoints de la Couronne, alors que d'autres optent pour la pratique privée et deviennent avocats de la défense. Dans un cas comme dans l'autre, un stage dans un bureau du procureur de la Couronne est un tremplin idéal pour une carrière en droit pénal.

Pendant les poursuites, les stagiaires travaillent avec les procureurs adjoints de la Couronne. Le stagiaire travaille en étroite collaboration avec les avocats dans tous les aspects de l'instance, notamment la recherche juridique, la communication d'information, les conférences préparatoires au procès avec les avocats de la défense, les entrevues avec les témoins, la préparation des interrogatoires principaux et des contre-interrogatoires, la préparation des conclusions finales et bien plus encore. De plus, durant leur année de stage, les étudiants ont régulièrement l'occasion d'assurer la poursuite dans diverses affaires d'infractions provinciales, apprenant ainsi les rudiments de l'art de la plaidoirie dans la plupart de ses facettes. À la fin de son année de stage, l'avocat en devenir devrait avoir une préparation suffisante pour travailler efficacement comme procureur adjoint.

En Ontario, de nombreux bureaux du procureur de la Couronne engagent un ou plusieurs stagiaires en droit. Chaque bureau embauche directement son ou ses propre(s) stagiaire(s). Par conséquent, vous devez adresser votre demande directement à chaque bureau local du procureur de la Couronne où vous souhaitez travailler. Ci-dessous apparaissent les adresses des bureaux qui embauchent des stagiaires ainsi que le nom des personnes-ressources :

Renseignements pour postuler

Région de Toronto

Personnes-ressources	Date limite	Exigences	Postes disponibles
Comité du recrutement des stagiaires Bureau central du procureur de la Couronne (Toronto) Palais de justice, salle 101 361, av. University Toronto (Ontario) M5G 1Y1 Téléphone : 416-327-5990 Télécopieur : 416-327-6056	11 juillet 2008	La demande doit comporter un curriculum vitæ, une lettre d'accompagnement, les relevés de notes des études de premier cycle et de l'école de droit et trois (3) lettres de recommandation.	2
Andrew Locke Bureau du procureur de la Couronne (North York) 1000, av. Finch Ouest Downsview (Ontario) M3J 2V5 Téléphone : 416-314-4222 Télécopieur : 416-314-4234	11 juillet 2008		1
Sarah Welch Bureau du procureur de la Couronne 2201, av. Finch Ouest, bureau 29 Toronto (Ontario) M9M 2Y9 Téléphone : 416-314-3936 Télécopieur : 416-314-3949	11 juillet 2008		1
Victoria Adams Bureau du procureur de la Couronne (Scarborough) Palais de justice 1911, av. Eglinton Est Scarborough (Ontario) M1L 2L8 Téléphone : 416-325-0342 Télécopieur : 416-325-0353	11 juillet 2008		1

Région du Centre-Est

Personnes-ressources	Date limite	Exigences	Postes disponibles
Paul Tait Bureau du procureur de la Couronne Palais de justice 50, rue Eagle Ouest Newmarket (Ontario) L3Y 6B1 Téléphone : 905-853-4800 Télécopieur : 905-853-4849	9 mai 2008	La demande doit comporter un curriculum vitae, une lettre d'accompagnement, les relevés de notes des études de premier cycle et de l'école de droit et trois (3) lettres de recommandation.	1
John Scott Bureau du procureur de la Couronne 3000, rue Garden, bureau 300 Whitby (Ontario) L1R 2G6 Téléphone : 905-430-4150 Télécopieur : 905-430-4151	9 mai 2008		1
Lorne McConnery Bureau du procureur de la Couronne 114, rue Worsley Barrie (Ontario) L4M 1M1 Téléphone : 705-739-6565 Télécopieur : 705-739-6551	9 mai 2008		1

Région du Centre-Ouest

Personnes-ressources	Date limite	Exigences	Postes disponibles
Timothy Power Bureau du procureur de la Couronne Palais de justice 45, rue Main Est, bureau 441 Hamilton (Ontario) L8N 2B7 Téléphone : 905-645-5260 Télécopieur : 905-645-5261	9 mai 2008	La demande doit comporter un curriculum vitae, une lettre d'accompagnement, les relevés de notes des études de premier cycle et de l'école de droit et trois (3) lettres de recommandation.	1

Personnes-ressources	Date limite	Exigences	Postes disponibles
Mark Saltmarsh Bureau du procureur de la Couronne Palais de justice Grenville & William Davis 7755, rue Hurontario 5 ^e étage, bureau 100 Brampton (Ontario) L6W 4T6 Téléphone : 905-456-4777 Télécopieur : 905-456-4780	9 mai 2008	La demande doit comporter un curriculum vitæ, une lettre d'accompagnement, les relevés de notes des études de premier cycle et de l'école de droit et trois (3) lettres de recommandation.	1 ou 2
Brian O'Marra Bureau du procureur de la Couronne Palais de justice 491, av. Steeles Est Milton (Ontario) L9T 1Y7 Téléphone : 905-878-7291 Télécopieur : 905-693-3036	30 mai 2008		1

Région de l'Ouest

Personnes-ressources	Date limite	Exigences	Postes disponibles
Natalino Bernardon Bureau du procureur de la Couronne Cour de justice de l'Ontario 200, rue Chatham Est, 5 ^e étage Windsor (Ontario) N9A 2W3 Téléphone : 519-253-1104 Télécopieur : 519-253-1813	9 mai 2008 Entrevues les 14, 15 et 16 mai	La demande doit comporter un curriculum vitæ, une lettre d'accompagnement, les relevés de notes des études de premier cycle et de l'école de droit et trois (3) lettres de recommandation.	1
Mary Potter Bureau du procureur de la Couronne Palais de justice, rez-de-chaussée B London (Ontario) N6A 2P3 Téléphone : 519-660-3003 Télécopieur : 519-660-3087	9 mai 2008		1
William Wilson Bureau du procureur de la Couronne Palais de justice 200, rue Frederick, 3 ^e étage Kitchener (Ontario) N2H 6P1 Téléphone : 519-741-3222 Télécopieur : 519-570-0031	9 mai 2008		1

Région du Nord

Personnes-ressources	Date limite	Exigences	Postes disponibles
John Luczak Bureau du procureur de la Couronne Palais de justice 155, rue Elm Sudbury (Ontario) P3C 1T9 Téléphone : 705-564-7698 Télécopieur : 705-564-7690	9 mai 2008	La demande doit comporter un curriculum vitæ, une lettre d'accompagnement, les relevés de notes des études de premier cycle et de l'école de droit et trois (3) lettres de recommandation.	1
David Thomas Bureau du procureur de la Couronne 330, Seconde Avenue, bureau 202 Timmins (Ontario) P4N 8A4 Téléphone : 705-264-5234 Télécopieur : 705-268-7588	9 mai 2008		1
Dan Mitchell Bureau du procureur de la Couronne Palais de justice 277, rue Camelot, 2 ^e étage Thunder Bay (Ontario) P7A 4B3 Téléphone : 807-343-2720 Télécopieur : 807-343-2745	9 mai 2008		1

Région de l'Est

Personnes-ressources	Date limite	Exigences	Postes disponibles
Hilary McCormack Bureau du procureur de la Couronne Palais de justice 161, rue Elgin, bureau 3045 Ottawa (Ontario) K2P 2K1 Téléphone : 613-239-1200 Télécopieur : 613-239-1214	20 mai 2008	La demande doit comporter un curriculum vitæ, une lettre d'accompagnement, les relevés de notes des études de premier cycle et de l'école de droit et trois (3) lettres de recommandation.	2
Bruce Griffith Bureau du procureur de la Couronne Palais de justice de comté Court Street Kingston (Ontario) K7L 2N4 Téléphone : 613-548-6220 Télécopieur : 613-548-6692	16 mai 2008		1

Bureau des avocats de la Couronne – droit civil

Le Bureau des avocats de la Couronne – Droit civil (BAC – droit civil) se charge de régler les litiges dans lesquels le gouvernement de l'Ontario est cité et offre des services de jurisconsulte sur une pléthore de questions de droit civil.

Avec un effectif de plus de 65 avocats, nous représentons en cour et conseillons les organismes, sociétés et ministères de la Couronne des différents secteurs de compétence, notamment les ministères de la Santé et Soins de longue durée, de l'Éducation, de la Sécurité communautaire et Services correctionnels, du Travail et des Finances. Notre mandat comporte les litiges relevant du droit civil en général et du droit administratif, les litiges autochtones, les recours collectifs, les services consultatifs, les litiges commerciaux ou d'affaires, et plus encore.

Les avocats du BAC – droit civil comparaissent à tous les échelons du système judiciaire, y compris la Cour suprême du Canada, plaidant régulièrement des causes complexes qui retiennent l'attention du public et donnant des conseils relativement à semblables affaires. Parmi les exemples récents, citons l'affaire de Caledonia, le recours collectif relatif au SRAS, le litige de Casino Rama, la commission d'enquête sur l'affaire Arar, la Commission d'enquête sur Ipperwash, la Commission d'enquête sur le D^r Charles Smith, la Commission d'enquête sur Cornwall et enfin, l'enquête du coroner sur le décès Reodica.

Description du Programme des stagiaires en droit

Un stage au sein du BAC – droit civil constitue une excellente opportunité pour tout étudiant souhaitant devenir avocat plaidant et désireux d'apprendre la pratique du droit dans un organisme à l'avant-garde du droit public.

Les stagiaires secondent les avocats dans tous les aspects de la pratique du droit, dont la recherche juridique, offrant leur avis, rédigeant les plaidoyers et mémoires, en plus d'assister aux procès et appels, aux auditions des requêtes et motions, sans oublier les interrogatoires préalables. Dès le début de leur stage, les stagiaires en droit se voient confier d'appréciables responsabilités. Par exemple, les stagiaires s'acquittent par eux-mêmes de dossiers d'ampleur modeste, mais qui touchent souvent des questions d'importance, telles que l'administration de la justice et d'autres sujets d'intérêt public. Les stagiaires ont l'occasion de préparer de tels dossiers en vue de procès ou d'autres mécanismes de règlement définitif.

Au cours de leur passage au BAC – droit civil, les stagiaires travaillent tour à tour avec les membres de l'équipe d'avocats et dans les différents domaines de la pratique du droit civil. Nous avons un Comité des stagiaires, qui se réunit régulièrement, ainsi qu'un programme de mentorat; tous deux veillent à ce que les stagiaires vivent une expérience complète et aient l'occasion de se faire la main en effectuant des tâches aussi variées qu'intéressantes.

Pour en savoir plus sur les stages au BAC – droit civil, vous pouvez consulter en ligne notre brochure sur les stages au BAC – Droit civil, à l'adresse www.attorneygeneral.jus.gov.on.ca.

Renseignements pour postuler

Postes disponibles : de 6 à 8

Exigences : Les demandes doivent comporter un curriculum vitæ, une lettre d'accompagnement, les relevés de notes des études de premier cycle et ceux de l'école de droit, et deux (2) lettres de recommandation. De plus, si vous êtes étudiant de deuxième année, veuillez joindre à votre demande une liste des cours que vous prévoyez suivre en troisième année.

Date limite : Le 11 juillet 2008, les entrevues débutant le 11 août 2008

Adresser la demande à : Magdalena Marcula
Adjointe administrative au Comité des stagiaires
Bureau des avocats de la Couronne – Droit civil
Ministère du Procureur général
720, rue Bay, 8^e étage
Toronto (Ontario) M5G 2K1

Téléphone : 416-212-5141
Télécopieur : 416-326-4181
Courriel : magdalena.marcula@ontario.ca

Autre personne-ressource : Shaleena Kitchlu
Gestionnaire, Administration
Bureau des avocats de la Couronne – Droit civil
Téléphone : 416-326-0473
Télécopieur : 416-326-4181
Courriel : shaleena.kitchlu@ontario.ca

Bureau des avocats de la Couronne – droit criminel

Le Bureau des avocats de la Couronne – droit criminel, est l'instance d'appel la plus vaste et la plus sollicitée au Canada. Les avocats du BAC – droit criminel, ont la responsabilité de préparer et de plaider au nom de la Couronne tous les appels issus de poursuites intentées en Ontario par voie de mise en accusation en vertu du *Code criminel*. Ces appels sont plaidés devant la Cour d'appel de l'Ontario, à Toronto, et devant la Cour suprême du Canada à Ottawa. Plus de la moitié de la charge de travail du BAC – droit criminel porte sur les appels criminels. Le BAC – droit criminel s'occupe aussi des poursuites relatives à une grande variété de causes au niveau de la première instance, notamment les poursuites des personnes impliquées dans des affaires touchant l'administration de la justice, des fraudes à grande échelle ou le crime organisé.

Les avocats sont responsables de tous les aspects concernant les appels en matière criminelle devant la Cour d'appel de l'Ontario et la Cour suprême du Canada. Ceci inclut la soumission d'arguments écrits et verbaux ainsi que les contacts continus avec les bureaux de l'instruction, la police, les victimes, l'avocat de la défense et les autres parties intéressées.

Les avocats sont aussi responsables des poursuites, souvent à partir de l'étape des consultations précédant l'inculpation jusqu'au règlement de l'affaire, devant la Cour de justice de l'Ontario ou la Cour supérieure de justice.

Outre les litiges, nos avocats offrent une série de services juridiques spécialisés aux procureurs de la Couronne et aux services de police partout en Ontario. Ces services couvrent une vaste gamme de domaines, notamment les recours extraordinaires, les mandats de perquisition, l'écoute électronique, les extraditions, les demandes de preuve à l'étranger et l'aide aux juridictions territoriales étrangères.

Le BAC – droit criminel est situé au centre-ville de Toronto.

Description du Programme des stagiaires en droit

Chaque stagiaire en droit est assigné à un mentor, dont le rôle consiste à contrôler le volume de travail confié au stagiaire, à lui donner conseils et rétroaction. Les mentors s'assurent que leurs stagiaires vivent une expérience complète. Les stagiaires aident les avocats dans la préparation des procès ou appels à venir. L'importance de la participation du stagiaire varie d'un dossier à l'autre. Toutefois, les stagiaires se voient habituellement confier les tâches suivantes :

- Préparer des mémoires de recherche sur des questions juridiques;
- Rédiger des mémoires;
- Résumer les preuves (transcriptions ou déclarations de témoins);
- Seconder l'avocat de la Couronne au tribunal, en première instance ou en appel, dans les poursuites dont l'avocat est chargé. On demande au stagiaire qui aide un avocat dans un dossier d'assister à l'instance judiciaire correspondante, qu'il s'agisse d'un procès ou d'un appel; le stagiaire est aussi invité à participer à toutes les réunions pertinentes, notamment les entrevues avec les témoins, les conférences préparatoires et autres rencontres portant sur l'affaire en cause;
- Participer à tous les séminaires de formation internes. Le BAC – droit criminel organise un certain nombre de séances de formation en droit criminel tout au long de l'année. Bien que certaines de ces séances soient destinées aux avocats, les stagiaires sont invités à y assister; d'autres sont organisées spécifiquement pour les étudiants.

Vu le caractère exigeant des affaires dont se charge le BAC – droit criminel, les avocats confient aux stagiaires en droit des responsabilités aussi importantes que variées, touchant à presque tous les aspects de la préparation des procès. Au terme de son année de stage, l'avocat stagiaire possède habituellement les compétences et l'expérience nécessaires pour travailler comme avocat au BAC – droit criminel, ailleurs dans le Réseau des procureurs de la Couronne ou les ministères provinciaux, ou encore comme avocat de la défense ou ailleurs dans le système de justice. Le Bureau des avocats de la Couronne – droit criminel a à cœur d'offrir à ses stagiaires les meilleurs stages en droit criminel qui soient au Canada.

Renseignements pour postuler

Postes disponibles : 10

Exigences : Les demandes doivent comporter un curriculum vitæ, une lettre d'accompagnement, les relevés de notes des études de premier cycle et ceux de l'école de droit, et au moins une lettre de recommandation en lien avec le domaine du droit.

Date limite : Le 11 juillet 2008, les entrevues débutant le 11 août 2008

Adresser la demande à : Jennifer Woollcombe
Vice-présidente, Comité des stagiaires
Bureau des avocats de la Couronne – droit criminel
720, rue Bay, 10^e étage
Toronto (Ontario) M5G 2K1

Téléphone : 416-326-4604
Télécopieur : 416-326-4656
Courriel : jennifer.woollcombe@ontario.ca

Autre personne-ressource : Karen Shai
Vice-présidente, Comité des stagiaires
Bureau des avocats de la Couronne – droit criminel
720, rue Bay, 10^e étage
Toronto (Ontario) M5G 2K1

Téléphone : 416-326-4556
Télécopieur : 416-326-4656
Courriel : karen.shai@ontario.ca

Si vous souhaitez qu'un de nos actuels stagiaires vous fasse part de son expérience, veuillez composer le 416-326-4600.

Tribunal de l'environnement

Le Tribunal de l'environnement, le Bureau des audiences de la Commission de l'escarpement du Niagara, et le Bureau de jonction des audiences sont à la recherche de candidats et candidates pour un poste de stagiaire. Le Tribunal de l'environnement, le Bureau des audiences de la Commission de l'escarpement du Niagara et le Bureau de jonction des audiences fonctionnent comme trois bureaux distincts sous une seule administration. Ils ont pour principal mandat d'entendre les appels ou les requêtes et de rendre des décisions en vertu de la législation suivante : *Loi de 2006 sur l'eau saine, Loi sur les ressources en eau de l'Ontario, Loi sur la protection de l'environnement, Charte des droits environnementaux de 1993, Loi de 2002 sur la gestion des éléments nutritifs, Loi de 2002 sur la salubrité de l'eau potable, Loi sur la planification et l'aménagement de l'escarpement du Niagara, Loi sur la jonction des audiences, Loi sur les pesticides, Loi sur les évaluations environnementales, Loi de 2001 sur la conservation de la moraine d'Oak Ridges*, et enfin, la *Loi de 2005 sur la ceinture de verdure*.

Description du Programme des stagiaires en droit

Les stagiaires ont l'occasion d'acquérir une expérience en accomplissant les tâches suivantes :

- Recherche juridique/interprétation des lois;
- Recherche pour les avocats, le président et les autres membres du Tribunal;
- Rédaction de mémoires juridiques aux fins d'examen;
- Assister aux audiences et conférences préparatoires et en observer le déroulement;
- Rédiger des lettres d'avocat conformément aux instructions;
- Examiner la législation actuelle et les projets de loi;
- Participer à l'édition de documents et parutions du Tribunal;
- Contribuer à la rédaction des modèles de documents administratifs;
- Résumer les décisions;
- Observer et apprendre les méthodes de règlement extrajudiciaire des différends;
- Droit de l'environnement, droit administratif et droit du contrôle de l'aménagement.

Le stagiaire est assigné à un mentor du Tribunal, qui l'encadre, le conseille et lui communique sa rétroaction sur son travail pour toute la durée de son stage.

Renseignements pour postuler

Postes disponibles : 1

Exigences : Les candidats doivent faire parvenir un curriculum vitae, un relevé de notes de l'école de droit et deux (2) lettres de recommandation, directement à l'adresse ci-dessous. La priorité sera accordée aux étudiants qui ont suivi ou qui prévoient suivre des cours en droit de l'environnement et droit administratif.

Date limite : Le 11 juillet 2008, les entrevues débutant le 11 août 2008

Adresser la demande à : Gaye McCurdy
Secrétaire du Tribunal
Tribunal de l'environnement
655, rue Bay, bureau 1500
Toronto (Ontario) M5G 1E5
Tél. : 416-314-4600

Télec. : 416-314-4506
Courriel : gaye.mccurdy@ontario.ca

Site Internet : www.ert.gov.on.ca

Commission des services financiers de l'Ontario

La Direction des services juridiques offre des services de consultation, d'aide juridique et de contentieux à la Commission des services financiers de l'Ontario. La Direction se partage entre quatre groupes d'avocats : le groupe des avocats des régimes de retraite; le groupe affecté au Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles (contentieux); le groupe affecté à la Commission des services financiers (avocats); et enfin, le groupe des avocats, contentieux (contentieux liés à l'application de la législation). Le plus gros du travail des stagiaires en droit s'effectue pour le compte des avocats des régimes de retraite.

Le groupe des avocats des régimes de retraite assure des services d'avocats (conseils et avis juridiques) aux clients. Ce groupe représente aussi le surintendant des services financiers dans des instances, appels, poursuites, requêtes en révision judiciaire, et requêtes et actions au civil. Ces avocats ont pour clients les agents des pensions, les actuaires, les conseillers techniques, les analystes des politiques et, ultimement, le surintendant des services financiers.

Description du Programme des stagiaires en droit

Les fonctions principales du stagiaire concernent : la législation administrative et les règlements entourant les régimes de retraite; les contrats et fiducies; et parfois, les lois en matière d'insolvabilité, le droit du travail, droit des affaires, droit commercial, droit de la famille, ou bien le droit touchant les infractions provinciales. Le stagiaire en droit effectue également de la recherche et rédaction juridiques et rédige des avis, en plus de participer aux affaires relatives à la LIP et d'assister aux auditions administratives.

Renseignements pour postuler

Postes disponibles : 1

Exigences : Les candidats doivent présenter un curriculum vitæ, une lettre d'accompagnement et les relevés de notes officiels de l'école de droit incluant les résultats de la troisième année. La lettre d'accompagnement doit confirmer que le candidat est inscrit au Programme d'habiletés et de responsabilité professionnelle du processus d'accès au Barreau du Haut-Canada.

Date limite : Le 11 juillet 2008

Adresser la demande à : Christine Arthurs, gestionnaire – opérations clients et administration des dossiers de la clientèle
Commission des services financiers de l'Ontario
Direction des services juridiques
5160, rue Yonge, case postale 85
Toronto (Ontario) M2N 6L9
Tél. : 416-226-7758
Télec. : 416-590-7070
Courriel : carthurs@fSCO.gov.on.ca

Ministère des Affaires civiques et de l'Immigration, ministère de la Culture et ministère du Tourisme

La Direction des services juridiques offre des conseils juridiques stratégiques aux ministères des Affaires civiques et Immigration, de la Culture, et du Tourisme, à des organismes sélectionnés, au Secrétariat des affaires des personnes âgées de l'Ontario et à la Direction générale de la condition féminine de l'Ontario pour les aider à atteindre leurs objectifs en matière de politiques, de législation et d'administration.

Les avocats de la Direction donnent des avis juridiques, rédigent des documents juridiques et participent aux programmes de formation du personnel. Les membres du personnel de la Direction rédigent également des projets de loi, des règlements et des décrets conformément aux politiques du gouvernement.

Des services juridiques sont dispensés dans les secteurs du droit commercial et du droit des sociétés, du droit immobilier, du droit administratif, de la propriété intellectuelle, de l'interprétation des lois, de la protection de la vie privée et du droit de la Couronne.

Description du Programme des stagiaires en droit

Les stagiaires ont l'occasion d'effectuer des recherches juridiques et de travailler sur des avis. Ils peuvent être amenés à contribuer à la rédaction de projets de loi, d'ordonnances ministérielles, de contrats et autres documents juridiques. Ils effectuent en outre de la révision de documents commerciaux et des recherches sur des sociétés ou des titres.

Renseigner pour postuler

Postes disponibles : 1

Exigences : Les candidats doivent présenter un curriculum vitæ, une lettre d'accompagnement, les relevés de notes officiels des études de premier cycle et ceux de l'école de droit, et deux (2) lettres de recommandation.

Date limite : Le 11 juillet 2008, les entrevues débutant le 11 août 2008

Adresser la demande à : Bryan Guilfoil, avocat
Direction des services juridiques
Ministères des Affaires civiques et de l'Immigration
400, av. University, 5^e étage,
Toronto (Ontario) M7A 2R9

Téléphone : 416-314-7026
L. générale : 416-314-7025
Télécopieur : 416-314-7038
Courriel : Bryan.Guilfoil@ontario.ca

Sites Internet : www.citizenship.gov.on.ca
www.culture.gov.on.ca
www.tourism.gov.on.ca

Ministère de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels

Le mandat du ministère de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels est de veiller à ce que les communautés de l'Ontario puissent compter sur le soutien et la protection de systèmes de maintien de l'ordre et de la sécurité publique sûrs, sécuritaires, performants, efficaces et responsables.

Les responsabilités du Ministère sont partagées entre trois secteurs :

Services correctionnels :

- Sont chargés de la mise sur pied, du fonctionnement et de la supervision des établissements correctionnels pour adultes de l'Ontario, et des bureaux de probation et de libération conditionnelle;
- Ont compétence sur les contrevenants adultes en probation, comme prévu par la Commission ontarienne des libérations conditionnelles et des mises en liberté méritées;
- Offrent les programmes et établissements visant à faciliter la réadaptation des délinquants.

Sûreté et sécurité publiques :

- Assurent la sécurité physique et économique de l'Ontario, sous l'égide du commissaire à la sécurité publique, en coordonnant les initiatives de sécurité publique offertes par les organisations de services municipaux, d'incendie et d'urgence à l'intérieur et à l'extérieur de la province;
- Offrent des programmes et encouragent les partenariats, afin d'éliminer ou de minimiser les risques pour les particuliers et les biens grâce à des initiatives de sensibilisation du public, des mesures d'urgence, des enquêtes scientifiques, et en coordonnant les services de sécurité-incendie et le réseau des coroners.

Services policiers :

- Supervisent les services policiers à l'échelle de l'Ontario, notamment ceux de la Police provinciale de l'Ontario (O.P.P.);
- Délivrent des permis, réglementent et surveillent les activités des organismes et des particuliers offrant des services privés d'enquête et de sécurité en Ontario.

La Direction des services juridiques fournit une gamme complète de services juridiques dans les domaines suivants : services policiers, armes à feu, enquêteurs privés et gardiens, mesures d'urgence, services sécurité-incendie, coroners, droits de la personne, bien-être des animaux, services correctionnels, probation et libération conditionnelle et accès à l'information et protection de la vie privée.

Les avocats de la Direction participent à l'élaboration des lois et des règlements, préparent et révisent une vaste gamme de contrats et autres documents juridiques, et fournissent des avis et conseils juridiques à une clientèle variée. Ils représentent les intérêts des clients aux audiences devant les tribunaux, dans des affaires civiles et pénales, devant les tribunaux administratifs et dans les enquêtes de coroner.

Les avocats de la Direction se présentent également devant les tribunaux administratifs suivants : la Commission ontarienne des libérations conditionnelles et des mises en liberté méritées, la Commission d'étude des soins aux animaux et la Commission de la sécurité-incendie. Ils fournissent, par ailleurs, des conseils juridiques aux tribunaux administratifs suivants : la Commission civile des services policiers de l'Ontario, la Commission d'arbitrage de la police de l'Ontario et le Conseil public du commissaire des incendies sur la sécurité-incendie.

Description du Programme des stagiaires en droit

Le Programme permet aux stagiaires de toucher à toutes les questions concernant le ministère de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels. Sous la direction et les conseils d'un maître de stage, les stagiaires aident les avocats à préparer des plaidoiries et des réponses aux questions de droits de la personne, s'initient aux divers aspects du processus législatif et contribuent à la rédaction d'exposés du droit sur un certain nombre de sujets. En ce qui concerne les poursuites, les stagiaires peuvent assister aux audiences devant la Cour des petites créances et aider les avocats à préparer les enquêtes, requêtes d'*habeas corpus*, motions, instances relevant des droits de la personne et audiences devant la Commission d'étude des soins aux animaux. Les stagiaires seront également amenés à travailler directement avec un certain nombre d'avocats à la Direction.

Renseignements pour postuler – bureau d'Orillia

Postes disponibles : 1

Exigences : Les candidats doivent présenter un curriculum vitæ, une lettre d'accompagnement, les relevés de notes officiels des études de premier cycle et ceux de l'école de droit.

Date limite : Le 9 mai 2008, les entrevues débutant le 13 mai 2008

Adresser la demande à : Meaghan Martin, commis aux services juridiques
Direction des services juridiques
Ministère de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels
777, av. Memorial
Orillia (Ontario) L3V 7V3

Téléphone : 705-329-6751

L. générale : 705-329-6888

Télécopieur : 705-329-6882

Courriel : Meaghan.Martin@ontario.ca

Autre personne-ressource : Si vous souhaitez qu'un de nos actuels stagiaires en droit vous fasse part de son expérience, veuillez composer le 705-329-6884.

Site Internet : www.mpss.jus.gov.on.ca

Renseignements pour postuler – bureau de Toronto

Postes disponibles : 1

Exigences : Les candidats doivent présenter un curriculum vitæ, une lettre d'accompagnement, les relevés de notes officiels des études de premier cycle et ceux de l'école de droit.

Dates limites : Le 11 juillet 2008, les entrevues débutant le 11 août 2008

Adresser la demande à : Marnie Bacher, avocate
Direction des services juridiques
Ministère de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels
77, rue Grenville, 8^e étage
Toronto (Ontario) M5S 1B3

Téléphone : 416-314-7647
L. générale : 416-314-3509
Télécopieur : 416-314-3518
Courriel : Marnie.Bacher@ontario.ca

Autre personne-ressource Si vous souhaitez qu'un de nos actuels stagiaires en droit vous fasse part de son expérience au bureau de Toronto, veuillez composer le 416-314-3509.

Ministère des Services sociaux et communautaires et ministère des Services à l'enfance et à la jeunesse

Ces deux ministères sont responsables de l'administration de 18 lois dans le domaine de la sécurité sociale et du bien-être de l'enfance, et ils financent de nombreux programmes par l'intermédiaire des municipalités et des organismes bénéficiant de paiements de transfert.

Description du Programme des stagiaires en droit

Il peut être demandé aux stagiaires de comparaître au Tribunal de l'aide sociale, à la Cour supérieure de l'Ontario (devant l'agent de règlement des différends), ou à la Cour des petites créances. Les stagiaires aident les avocats à préparer les instances judiciaires (ce qui comprend les conférences relatives aux causes, les motions et les appels), les audiences devant le Tribunal d'appel en matière de permis, les poursuites en vertu de la *Loi sur les infractions provinciales*, la négociation des règlements d'instances, et la préparation des témoins dans les affaires relevant du droit de la famille ou du droit administratif. De plus, les stagiaires effectuent des recherches judiciaires dans les domaines suivants : droit administratif, droit des contrats, droit de la famille, droit social et lois sur la sécurité du revenu, lois sur le bien-être de l'enfance, et enfin, droits de la personne. Ils rédigent des notes de service, contrats, mémoires, plaidoyers et autres documents de procédure. À l'occasion, les stagiaires sont également appelés à participer à la rédaction de textes législatifs.

Renseignements pour postuler

Postes disponibles : 2

Exigences : Les demandes doivent comporter un curriculum vitae, une lettre d'accompagnement et les relevés de notes des études de premier cycle et de l'école de droit.

Date limite : Le 11 juillet 2008, les entrevues débutant le 11 août 2008

Adresser la demande à : Deborah Pigeon Bernotas, avocate
Direction des services juridiques
Ministère des Services à l'enfance et à la jeunesse
Ministère des Services sociaux et communautaires
56, rue Wellesley Ouest, 17^e étage
Toronto (Ontario) M7A 1E9

Téléphone : 416-327-4922

L. générale : 416-327-4900

Télécopieur : 416-327-0568

Courriel : Deborah.pigeon-bernotas@css.gov.on.ca

Autre personne-ressource : Si vous souhaitez qu'un de nos actuels stagiaires en droit vous fasse part de son expérience, veuillez composer le 416-327-4900.

Ministère des Services sociaux et communautaires – Bureau des obligations familiales

Les avocats de la Direction des services juridiques offrent leur aide et des services de représentation au directeur du Bureau des obligations familiales dans l'application des ordonnances de soutien financier de la famille en vertu de la *Loi sur les obligations familiales et l'exécution des arriérés d'aliments*.

Les avocats fournissent des conseils juridiques au personnel chargé de l'application et de l'administration de la loi au sujet de l'interprétation et de l'exécution des dispositions de soutien financier de la famille contenues dans les ordonnances et les contrats familiaux; ils représentent le directeur dans les audiences d'exécution à tous les échelons du système judiciaire; ils forment, instruisent et supervisent les avocats figurant sur la liste des avocats représentant le Bureau dans toute la province; ils siègent à des comités et fournissent des séances de formation et des conseils sur les processus d'exécution et l'administration du Bureau des obligations familiales.

De plus, la Direction des services juridiques fournit des conseils juridiques au Bureau du directeur sur des lois connexes, dont l'enregistrement et l'exécution des ordonnances à l'extérieur du territoire de compétence en vertu de la *Loi sur les ordonnances alimentaires d'exécution réciproque* et touchant à la Convention de La Haye sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants.

Description du Programme des stagiaires en droit

Le Bureau des obligations familiales offre une excellente occasion de stage aux étudiants qui s'intéressent au contentieux en matière de droit de la famille.

Les stagiaires aident les 16 avocats du Bureau dans tous les aspects de leur travail juridique, y compris la recherche, la rédaction de mémoires, la rédaction de documents judiciaires et les réponses aux demandes d'accès à l'information. Le stage accorde également une place importante au contentieux, les stagiaires étant appelés à conduire des procédures au nom du directeur.

Renseignements pour postuler

Postes disponibles : 3

Exigences : Les demandes doivent comporter un curriculum vitae, une lettre d'accompagnement et les relevés de notes des études de premier cycle et de l'école de droit.

Dates limites : Le 11 juillet 2008, les entrevues débutant le 11 août 2008

Adresser la demande à : Jacynthe Hinderyckx
Gestionnaire, Finances et Administration (A)
Bureau des obligations familiales
1201, av. Wilson, édifice B, 7^e étage
Downsview (Ontario) M3M 1J8

Téléphone : 416-240-2444

Télécopieur : 416-240-2402

Autres personnes-ressources

Courriel : Jacynthe.hinderyckx@css.gov.on.ca

Diane Gillies, avocate
Téléphone : 416-240-2470
Courriel : Diane.Gillies@css.gov.on.ca

Christine Ziedins, avocate
Téléphone : 416-240-2490
Courriel : Christine.Ziedins@css.gov.on.ca

Si vous souhaitez qu'un de nos stagiaires en droit vous fasse part de son expérience, veuillez composer le 416-240-2444.

Site Internet : www.theFRO.ca

Ministère de l'Environnement

Le ministère de l'Environnement de l'Ontario (MEO) a pour mandat de protéger l'environnement de la province par l'administration et la mise en application d'un cadre complexe fait de lois et de règlements en matière d'environnement, par la recherche et le développement en sciences de l'environnement, et par la mise en œuvre d'un vaste éventail d'initiatives et de programmes environnementaux. Établi en 1972, le MEO se penche sur des questions environnementales ayant des répercussions locales, régionales et/ou planétaires.

Description du Programme des stagiaires en droit

Nos stagiaires en droit suivent un cycle de formation leur permettant de s'initier à trois secteurs de la pratique : l'équipe des avocats, l'équipe des poursuites et l'équipe des audiences. En outre, chaque stagiaire a l'occasion de travailler sur un dossier ou plus avec l'équipe intergouvernementale.

Dans l'équipe des avocats, les stagiaires en droit ont la possibilité d'exécuter des travaux dans une vaste gamme du droit public et des domaines de réglementation, dont le droit environnemental, le droit administratif et, dans une certaine limite, le droit constitutionnel, le droit commercial, la responsabilité réglementaire, la propriété intellectuelle, le droit commercial, le droit de la faillite et de l'insolvabilité, l'accès à l'information et la protection de la vie privée et le droit immobilier. Les stagiaires participent à la rédaction de contrats et à d'autres ententes, de documents réglementaires comme les ordonnances du directeur, et aident à la préparation des lois, règlements et décrets.

Les avocats plaidants de l'équipe des poursuites agissent comme procureurs de la Couronne dans des poursuites environnementales en vertu de la *Loi sur les infractions provinciales* et plaident aussi des appels. Au cours des dernières années, ils ont plaidé deux fois devant la Cour suprême du Canada (*R. c. Canadian Pacific Ltd.*; *R. c. Consolidated Maybrun Mines Ltd.*).

Dans cette portion du cycle, les stagiaires aident les avocats principaux dans des poursuites environnementales. En plus d'assister aux procès et de participer aux activités afférentes aux procès avec les avocats principaux, les stagiaires sont aussi appelés à assumer de façon autonome la responsabilité de poursuites relatives à ces différentes lois, ainsi que la recherche sur diverses questions de procédure et questions liées à la Charte.

Dans l'équipe des audiences, les stagiaires participent au traitement des litiges sur des questions environnementales devant les tribunaux administratifs, comme le Tribunal de l'environnement. Ils effectuent des recherches et rédigent l'ébauche de documents à l'intention des avocats principaux plaissant à ces audiences. À l'occasion, ils peuvent participer aux demandes de révision judiciaire ou aux appels prévus par la loi devant la Cour divisionnaire. Comme pour l'équipe des poursuites, les stagiaires de l'équipe des audiences assistent aux audiences et aux procédures judiciaires avec les avocats principaux et ont la possibilité de plaider seuls devant les tribunaux administratifs.

L'équipe intergouvernementale donne des conseils sur des questions juridiques relevant d'autres gouvernements à l'échelon national ou infranational, y compris les questions touchant les changements climatiques, la pollution transfrontalière ou la protection des Grands Lacs, l'ALENA et le droit commercial, et le mouvement transfrontalier des déchets. De plus, l'équipe contribue à la mise en œuvre du programme Air pur Ontario (un partenariat entre les secteurs public et privé pour la réduction de la pollution de l'air causée par les émissions des véhicules) et prodigue ses conseils au Ministère en matière de prévision des situations d'urgence et d'intervention en cas d'urgence. Chaque stagiaire a l'occasion de travailler avec l'équipe sur au moins un projet, c'est-à-dire sur un ou des dossier(s) pouvant porter sur l'un ou l'autre des aspects suivants de la pratique : recherche, analyse juridique, rédaction de plaidoyers ou conseils stratégiques.

Renseignements pour postuler

Postes disponibles : 3

Exigences : Les demandes doivent comporter un curriculum vitæ, une lettre d'accompagnement et les relevés de notes des études de premier cycle et de l'école de droit.

Date limite : Le 11 juillet 2008, les entrevues débutant le 11 août 2008

Adresser la demande à : Brian Byrnell, avocat
Direction des services juridiques
Ministère de l'Environnement
135, av. St. Clair Ouest, 10^e étage
Toronto (Ontario) M4V 1P5

Téléphone : 905-521-7429
L. générale : 416-314-6589
Télécopieur : 416-314-6579
Courriel : brian.byrnell@ontario.ca

Autre personne-ressource Si vous souhaitez qu'un de nos stagiaires en droit vous fasse part de son expérience, veuillez composer le 416-314-6589.

Site Internet : www.ene.gov.on.ca

Ministère des Finances et ministère du Revenu

La Direction des services juridiques du ministère des Finances et du ministère du Revenu offre une gamme complète de services juridiques aux ministères qui y ont recours. La Direction compte un bureau à Toronto et un autre à Oshawa.

Les ministères des Finances et du Revenu se partagent la responsabilité dans les domaines de compétence suivants : budget de l'Ontario, lois fiscales ontariennes, évaluation et collecte des impôts en Ontario, gestion des finances provinciales, emprunts de l'Ontario sur les marchés financiers, administration des lois sur les services financiers dans des domaines tels que les valeurs mobilières, les assurances et les régimes de retraite, les questions financières relatives au secteur de l'électricité, et enfin, le développement et le financement d'initiatives d'immobilisations importantes en Ontario.

Les avocats pratiquent le droit au nom du ministère des Finances dans les domaines suivants :

- Interprétation et assistance dans la rédaction des lois fiscales de l'Ontario, y compris l'impôt sur le revenu des sociétés, l'impôt sur le revenu des particuliers, l'impôt foncier des municipalités, la taxe à la consommation et la taxe de vente au détail;
- Interprétation et assistance dans la rédaction de la législation relative aux services financiers en Ontario dans des domaines comme les valeurs mobilières, les assurances et les régimes de retraite; coordination de projets législatifs avec la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario et la Commission des services financiers de l'Ontario;
- Préparation de documents et de conseils juridiques à l'appui d'emprunts, de financement de dettes et de contrats de report par l'Ontario sur les marchés financiers intérieurs et internationaux;
- Poursuites provinciales en vertu des lois et règlements administrés par le ministère des Finances et contentieux des affaires civiles relatives aux appels en matière d'impôt, y compris la conduite de procès à la Cour supérieure de justice.
- Conseils juridiques et soutien dans l'application de la loi relative à la protection de la vie privée au ministère des Finances; ébauche et interprétation des contrats commerciaux conclus par le ministère des Finances, notamment en matière d'approvisionnement, de consultation et de technologie de l'information.

Description du Programme des stagiaires en droit

Le programme de stages en droit du MFO/MRO offre à nos stagiaires l'occasion de s'initier à la pratique du droit dans un grand nombre de domaines, y compris le droit fiscal, le contentieux des affaires civiles, les poursuites, les opérations sur les marchés financiers, la rédaction législative, les contrats, le respect de la vie privée et la réglementation en matière d'assurance, de retraites et de valeurs mobilières.

Nos stagiaires ont l'occasion de travailler sur des questions qui sont souvent très médiatisées et, dans bon nombre de cas, inédites. Les responsabilités habituelles des stagiaires consistent notamment à aider les avocats au contentieux des affaires civiles dans la préparation des causes, à rédiger des avis juridiques, à effectuer des recherches pour des mémoires juridiques et à préparer ceux-ci, à contribuer à la préparation du budget de l'Ontario, et à participer activement à des opérations financières majeures telles que l'émission de titres de créance publique sur les marchés intérieurs et internationaux. Les stagiaires effectuent également une rotation d'environ six semaines au bureau d'Oshawa où ils aident les avocats menant les

poursuites quasi criminelles relatives aux lois fiscales, assistent à des audiences de la Cour des infractions provinciales et aident les avocats responsables du recouvrement des créances et de l'insolvabilité.

Nos stagiaires peuvent s'attendre à remplir des fonctions à responsabilité croissante, compte tenu de leurs compétences et connaissances. La Direction veille particulièrement à ce que les stages soient diversifiés et flexibles, afin de tenir compte des intérêts des stagiaires.

Renseignements pour postuler

Postes disponibles :

1

Exigences :

Les demandes doivent comporter un curriculum vitae, une lettre d'accompagnement et les relevés de notes des études de premier cycle et de l'école de droit. Joignez aussi trois (3) lettres de recommandation avec les coordonnées des répondants.

Date limite :

Le 11 juillet 2008, les entrevues débutant le 11 août 2008

Adresser la demande à :

Craig Slater, directeur
Direction des services juridiques
Ministère des Finances/ministère du Revenu
777, rue Bay, 11^e étage,
Toronto (Ontario) M5G 2C8

Téléphone : 416-325-1450
L. générale : 416-325-1455
Télécopieur : 416-325-1460
Courriel : craig.slater@ontario.ca

Autre personne-ressource :

Mark Osbaldeston, avocat principal
Direction des services juridiques
Ministère des Finances/ministère du Revenu
777, rue Bay, 11^e étage,
Toronto (Ontario) M5G 2C8

Téléphone : 416-326-7157
Courriel : mark.osbaldeston@ontario.ca

Site Internet :

www.fin.gov.on.ca
www.rev.gov.on.ca

Ministère des Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs

Le MSGSC joue un rôle très important dans la prestation de services gouvernementaux aux Ontariennes et Ontariens; il est responsable de la main-d'œuvre gouvernementale, de l'approvisionnement et des ressources technologiques. Le Ministère met l'accent sur la modernisation et l'amélioration des services publics de première ligne sur lesquels la population compte, tout en s'assurant que le marché ontarien est équitable, sécuritaire, dynamique et informé. Le MSGSC a la responsabilité de bâtir la meilleure fonction publique du monde, afin de respecter l'engagement du gouvernement à être un leader mondial réceptif et innovateur au chapitre du service à la clientèle et de la protection du consommateur.

Notre Direction des services juridiques est composée d'un groupe de pratique et de quatre groupes de services juridiques :

Groupe de pratique du droit du travail: ce groupe a le mandat de fournir des conseils et services juridiques sur des questions entourant la législation sur les relations de travail et le droit du travail aux ministères et organismes de la Couronne. En outre, le groupe représente les ministères dans des contentieux devant les tribunaux administratifs, tels que la Commission de règlement des griefs, la Commission des relations de travail de l'Ontario, le Tribunal d'appel de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail et le Tribunal des droits de la personne de l'Ontario. Le groupe est également responsable des contentieux d'ordre général et des requêtes en révision judiciaire soumises à la Direction ou supervisées par celle-ci.

Groupe des services-conseils en droit du travail et en gouvernance : ce groupe a la responsabilité de fournir des conseils en matière de droit relatif à l'emploi, aux relations de travail et aux pensions de retraite principalement au MSGSC, à la Commission de la fonction publique et au Centre de développement du leadership. Les membres du groupe offrent aussi des services juridiques en matière de gestion du droit public.

Groupe des services-conseils en réflexion stratégique sur le droit commercial : ce groupe donne des conseils juridiques et stratégiques sur des questions de droit commercial, en accordant une attention particulière au service d'approvisionnement du secteur public, ce qui comprend des projets de réflexion stratégique importants et complexes et la prestation de services consultatifs pour des questions d'assurance et de gestion des risques.

Groupe des services-conseils en accès à l'information et en protection de la vie privée : ce groupe fournit des conseils en matière de droit de l'accès à l'information et protection de la vie privée à l'ensemble de la fonction publique, et il donne aussi ses conseils dans les causes portant sur les conflits d'intérêts et les activités politiques.

Groupe des services-conseils en matière de protection du consommateur et de conformité aux règlements : ce groupe offre ses conseils et son assistance à l'élaboration et la mise en œuvre de lois sur la protection des consommateurs ainsi que sur les poursuites en vertu de lois de protection du consommateur. Le groupe fournit ses conseils relatifs à l'administration des lois relevant du MSGSC par des pouvoirs administratifs délégués responsables des normes techniques et de la sécurité, des agents immobiliers et agents d'affaires, de l'industrie des véhicules automobiles et de l'industrie du tourisme et de la sécurité

électrique. Le groupe offre ses conseils en ce qui a trait à l'enregistrement des entreprises et l'enregistrement des biens personnels et immobiliers et à la tenue d'audiences en vertu d'une partie de ces lois. Il fait part également de ses conseils au Bureau du registraire général de l'état civil et aux organismes qui collaborent avec le MSGSC comme la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario, la Commission de contrôle cinématographique de l'Ontario, la Commission des courses de l'Ontario et l'Ontario New Home Warranty Program (Tarion).

Description du Programme des stagiaires en droit

Les stagiaires font une rotation entre les divers groupes mentionnés ci-après au sein de la direction.

Dans le Groupe de pratique du droit du travail, les stagiaires participent au traitement d'un volume élevé de dossiers de droit du travail. Ils aident les avocats à se préparer aux audiences devant les commissions, les tribunaux administratifs et judiciaires, et accompagnent les avocats aux audiences et séances de médiation. Les stagiaires ont également pour fonctions d'effectuer des recherches juridiques, de rédiger des documents conformes aux services juridiques et conseils fournis par l'avocat de la direction aux cadres supérieurs et au personnel du ministère des Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs, et à ceux des ministères, agences, organismes et commissions.

Dans le Groupe des services-conseils en droit commercial, les stagiaires fournissent de l'aide dans un milieu très chargé et diversifié de la pratique du droit des sociétés/droit commercial. Les stagiaires sont appelés à aider les avocats dans divers domaines du droit commercial, comme la rédaction et la révision des documents d'approvisionnement et des contrats. Les stagiaires participent aux négociations avec les fournisseurs de biens et services, surtout en ce qui concerne les produits de technologie de l'information, les services et la délivrance des permis. Les stagiaires se chargent également d'effectuer des recherches et rédiger des documents portant sur des domaines pertinents du droit, notamment le droit commercial, la technologie de l'information, l'approvisionnement et la propriété intellectuelle.

Dans le Groupe du droit de protection des consommateurs et de conformité aux règlements, les stagiaires aident les avocats à préparer des opinions et avis juridiques dans les domaines de la protection des consommateurs, des biens personnels et immobiliers, des questions touchant le droit des sociétés et le droit administratif. Les stagiaires participent au processus de préparation des lois et règlements pour qu'ils soient examinés par le Conseil des ministres. En outre, les stagiaires offrent un soutien juridique en ce qui a trait aux questions quasi criminelles.

Renseignements pour postuler

Postes disponibles : À déterminer (maximum de 3)

Exigences : Les demandes doivent comporter un curriculum vitæ, une lettre d'accompagnement et les relevés de notes des études de premier cycle et de l'école de droit.

Date limite : Le 11 juillet 2008, les entrevues débutant le 11 août 2008

Adresser la demande à : Jennifer Richards, avocate
9e étage, Édifice Ferguson
77, rue Wellesley Ouest

Toronto (Ontario) M7A1N3

Téléphone : 416-325-9403

Télécopieur : 416-325-9404

Courriel : Jennifer.richards1@ontario.ca

Autre personne-ressource : Si vous souhaitez qu'un de nos stagiaires en droit vous fasse part de son expérience, veuillez composer le 416-325-9393.

Site Internet : <http://mgs.gov.on.ca>

Ministère de la Santé et des Soins de longue durée et ministère de la promotion de la Santé

Le ministère de la Santé et des Soins de longue durée et le ministère de la Promotion de la Santé ont la responsabilité d'administrer le système de santé de l'Ontario. Celui-ci fournit des services aux habitants de l'Ontario par la voie de diverses initiatives, comme l'assurance maladie (Assurance-santé de l'Ontario), l'assurance-médicaments, les appareils et accessoires fonctionnels, les services de santé mentale, les foyers de soins de longue durée, les soins à domicile, la santé communautaire, la santé publique et les programmes de promotion de la santé et de prévention des maladies. Le ministère de la Santé et des Soins de longue durée coordonne également les services de santé d'urgence et réglemente les hôpitaux, les hôpitaux psychiatriques, les laboratoires médicaux, les services ambulanciers et les établissements de santé indépendants. Le Ministère est également responsable de la législation touchant de nombreux aspects du système de soins de santé tels que les professions de la santé réglementées et la confidentialité des renseignements médicaux personnels. Le ministère de la Promotion de la santé est responsable des initiatives sportives et récréatives, de la prévention des maladies chroniques et autres initiatives touchant la santé publique, ainsi que de la stratégie Ontario sans fumée. Les deux ministères assurent l'administration de plus de 40 lois.

Les problèmes juridiques qui surgissent des diverses responsabilités des ministères sont intéressants et complexes. Nos avocats fournissent des conseils juridiques aux représentants des divers secteurs des programmes des ministères sur de nombreux sujets.

Il s'agit souvent de sujets d'actualité sur le droit de la santé, tels que les services concernant le SRAS, le virus du Nil occidental, les problèmes concernant le sang, les dons d'organes et de tissus, les renseignements sur la santé personnelle et la vie privée, la santé mentale, la télésanté et la télémedecine, les réseaux de santé familiale, les soins primaires, la pénurie de médecins, les centres de diagnostic « privés », la reproduction humaine assistée, la santé publique, les soins de longue durée, l'assurance maladie (Assurance-santé de l'Ontario), la question du consentement au traitement, les ambulances et les services médicaux d'urgence, les hôpitaux publics, les médicaments et l'assurance-médicaments, les questions liées au cancer, la réglementation des professionnels de la santé, les appareils et accessoires fonctionnels, les autres programmes de paiement, les services de laboratoire, les réseaux locaux d'intégration des services de santé et les établissements de santé indépendants.

La Direction des services juridiques contribue à l'élaboration des lois et des règlements qui régissent le système de santé. Elle donne aussi des conseils aux ministères en ce qui concerne leurs opérations et leurs transactions. Les avocats doivent posséder des connaissances

générales sur une variété de domaines juridiques de fond comme le droit administratif, le droit en matière de contrats et d'approvisionnement, le droit des sociétés, le droit de la propriété intellectuelle et le droit de la responsabilité délictuelle.

Nous avons des bureaux à Toronto et à Kingston.

Description du Programme des stagiaires en droit

Les stagiaires reçoivent une formation complète dans de nombreux domaines du droit et ont certaines possibilités de privilégier leurs centres d'intérêts. Nos stagiaires traitent de questions très médiatisées et souvent controversées touchant la population de l'Ontario et le système de santé.

Ils sont appelés à collaborer avec tous les avocats de la Direction dans divers domaines importants, notamment : le droit administratif, l'interprétation des lois, le droit du travail, les droits de la personne, l'accès à l'information, les contrats, le droit des sociétés et le droit commercial, les politiques en matière de santé, l'élaboration des lois et des règlements pour le système de santé et, dans une certaine mesure, le contentieux des affaires civiles et les requêtes en révision judiciaire. Les stagiaires effectuent des recherches sur une variété de questions juridiques et participent à la rédaction de contrats, de règlements et de lois.

Un avocat expérimenté de la Direction, agissant à titre de directeur de stage, est affecté à chaque stagiaire. La Direction organise un programme interne de formation continue de déjeuners-conférences pour ses stagiaires, et ceux-ci participent aux programmes éducatifs du ministère du Procureur général.

Renseignements pour postuler

Postes disponibles : 2

Exigences : Les demandes doivent comporter un curriculum vitae, une lettre d'accompagnement et les relevés de notes des études de premier cycle et de l'école de droit.

Date limite : Le 11 juillet 2008, les entrevues débutant le 11 août 2008

Adresser la demande à : Liam Scott
Avocat et coordonnateur des stagiaires
Direction des services juridiques
Ministère de la Santé et des Soins de longue durée
56, rue Wellesley Ouest, 8^e étage
Toronto (Ontario) M5S 2S3

Téléphone : 416-327-3749
L. générale : 416-327-8606
Télécopieur : 416-327-8605
Courriel : LegalStudent1@moh.gov.on.ca

Autre personne-ressource : Si vous souhaitez qu'un de nos stagiaires vous fasse part de son expérience, veuillez composer le 416-327-8606.

Site Internet : www.health.gov.on.ca
www.mhp.gov.on.ca

Ministère du Travail

Constitué en 1919 dans le but de développer et de faire respecter la législation sur le travail, le ministère du Travail a pour rôle de promouvoir des pratiques sécuritaires, justes et harmonisées sur les lieux de travail, lesquelles sont essentielles au bien-être économique et social de la population ontarienne. Le mandat du Ministère est d'établir, communiquer et faire respecter des normes pour les lieux de travail, en œuvrant dans ses champs de compétence essentiels – la santé et sécurité au travail, le droit et les responsabilités en matière d'emploi, et les relations de travail – tout en encourageant une meilleure autonomie au travail. Une gamme d'organismes, commissions et conseils spécialisés secondent le Ministère dans sa tâche.

La Direction des services juridiques offre une gamme complète de services juridiques au Ministère du Travail. Nos avocats mènent des poursuites en vertu de la *Loi sur la santé et la sécurité au travail* et de la *Loi sur les normes d'emploi*, représentent le Ministère aux audiences devant la Commission des relations de travail de l'Ontario, dans des enquêtes de coroner et dans des recours en révision judiciaire.

Notre Direction conseille le ministre et les hauts fonctionnaires du Ministère sur les projets de politiques et les changements législatifs. Nos avocats rédigent des projets de loi, des règlements, des contrats et d'autres documents juridiques. Nos bureaux sont situés au centre-ville de Toronto.

Description du Programme des stagiaires en droit

Un stage auprès de la Direction des services juridiques du ministère du Travail est une occasion de prendre part à des poursuites quasi criminelles, aussi bien à l'échelon du tribunal de première instance qu'à l'échelon de l'appel. Les stagiaires sont chargés de dossiers de poursuite et de dossiers d'appel administratif. Ils paraissent à la Cour des infractions provinciales et devant la Commission des relations de travail de l'Ontario. En outre, les stagiaires travaillent en étroite collaboration avec les avocats chevronnés sur un large éventail d'affaires quasi criminelles et questions de droit administratif; ils effectuent des recherches, donnent des avis juridiques et aident les avocats à conseiller les clients sur des questions législatives.

Renseignements pour postuler

Postes disponibles : 2 ou 3

Exigences : Les demandes doivent comporter un curriculum vitæ, une lettre d'accompagnement et les relevés de notes des études de premier cycle et de l'école de droit.

Date limite : Le 11 juillet 2008, les entrevues débutant le 11 août 2008

Adresser la demande à : Fanella Hodge
Gestionnaire, Administration et Finances
Direction des services juridiques
Ministère du Travail
400, av. University, 11^e étage
Toronto (Ontario) M7A 1T7

Téléphone : 416-326-7954

L. générale : 416-326-7950

Télécopieur : 416-326-7985
Courriel : Fanella.Hodge@ontario.ca

Autre personne-ressource : Si vous souhaitez qu'un de nos stagiaires vous fasse part de son expérience, veuillez composer le 416-326-7954.

Site Internet : www.gov.on.ca/LAB/english/

Ministère des Affaires municipales et du Logement

Le mandat du ministère des Affaires municipales et du Logement comprend trois secteurs importants : les affaires municipales, l'aménagement et le logement. Le ministère administre des lois comme la *Loi sur l'aménagement*, la *Loi de 2001 sur les municipalités*, la *Loi de 2006 sur la location à usage d'habitation*, la *Loi de 1992 sur le Code du bâtiment* et la *Loi de 2000 sur la réforme du logement social*.

La Direction des services juridiques offre ses services au ministère des Affaires municipales et du Logement.

Les dossiers récemment traités par le Ministère comprennent la *Loi de 2006 sur la location à usage d'habitation*, la *Loi de 2006 sur la cité de Toronto*, le Programme de logement abordable Canada-Ontario, la réforme de la *Loi sur l'aménagement du territoire*, le Plan de la ceinture de verdure, et l'Examen provincial-municipal du financement et du mode de prestation des services.

La division fonctionnelle de la Direction suit les lignes d'activités de base du ministère, avec des sections d'application des textes législatifs sur les municipalités, l'aménagement du territoire, le logement, les locataires et les poursuites. L'atmosphère de travail de la Direction est amicale et coopérative et les stagiaires sont encouragés à poser des questions et à travailler en étroite collaboration avec des avocats expérimentés.

Description du Program des stagiaires en droit

Les stagiaires effectuent des recherches, préparent des avis juridiques et aident à rédiger des projets de loi, des arrêtés ministériels, des contrats et d'autres documents juridiques. De plus, les étudiants assistent les avocats dans la préparation des procédures judiciaires en vue des audiences devant la Commission des affaires municipales de l'Ontario et des actions menées en vertu de la *Loi de 2006 sur la location à usage d'habitation*. Ils examinent aussi les documents commerciaux et effectuent des recherches sur les entreprises.

Renseignements pour postuler

Postes disponibles : 2

Exigences : Les demandes doivent comporter un curriculum vitæ, une lettre d'accompagnement et les relevés de notes des études de premier cycle et de l'école de droit.

Date limite : Le 11 juillet 2008, les entrevues débutant le 11 août 2008

Adressez les demandes à : Suzanne Graves
Sous-directrice des services juridiques

Direction des services juridiques
Ministère des Affaires municipales et du Logement
777, rue Bay, 16^e étage
Toronto (Ontario) M5G 2E5

Téléphone : 416-585-7065
Télécopieur : 416-585-4003
Courriel : Suzanne.Graves@ontario.ca

Autre personne-ressource : Si vous souhaitez qu'un de nos stagiaires en droit vous fasse part de son expérience, veuillez composer le 416-585-6703.

Site Internet : www.mah.gov.on.ca

Ministère des Transports

Le ministère des Transports contribue à la prospérité économique en bâtissant et gérant un réseau de transport sécuritaire et efficace en Ontario. Les activités de base du Ministère portent notamment sur la sécurité des usagers de la route et la gestion des routes provinciales, ainsi que sur les politiques et la planification des transports.

La Direction des services juridiques du Ministère fournit des services juridiques à tous les secteurs du Ministère, dans tous les aspects de ses activités. Elle entretient un climat de coopération où les avocats servent de guides et de mentors aux stagiaires.

La division fonctionnelle de la Direction suit les lignes d'activités de base du Ministère avec une section sur la sécurité des usagers de la route, et une section de la gestion des routes provinciales et des politiques et de la planification des transports. Les avocats dans les deux sections traitent d'affaires touchant à divers domaines du droit et fournissent une vaste gamme de services au Ministère : poursuites et appels, litiges civils, droit immobilier et expropriations, rédaction de lois et règlements, soumission d'avis sur la sécurité des usagers de la route, rédaction et négociation de contrats, conseils dans le domaine du droit des transports, du droit des sociétés, du droit commercial, de l'accès à l'information et de la protection de la vie privée, des privilèges de construction, du droit de l'approvisionnement, du commerce électronique et des modes alternatifs de prestation des services.

Description du Programme des stagiaires en droit

Les stagiaires du Ministère acquièrent une expérience variée et complète en droit. Ils aident les avocats dans les dossiers de poursuites et les litiges civils, préparent des soumissions, s'entretiennent avec les témoins, et assistent aux audiences en compagnie ou au nom d'un avocat. En outre, les stagiaires secondent les avocats dans diverses affaires importantes de droit des sociétés et de droit commercial touchant aux nouveaux débouchés intéressants qui s'offrent au Ministère. L'accent est mis sur la recherche et la soumission d'avis dans des dossiers portant sur des questions de droit des sociétés et de droit commercial, de droit de l'approvisionnement, de droit des biens (y compris les privilèges et les expropriations), de droit des transports, et de l'accès à l'information et de la protection de la vie privée. Les stagiaires peuvent également avoir l'occasion de travailler avec les clients du Ministère sur les nouveaux projets de règlements et de lois, et de contribuer à la rédaction des lois et règlements.

Les stagiaires qui effectuent leur stage à la Direction des services juridiques du Ministère des Transports acquièrent l'expérience nécessaire en vue de leur carrière juridique, que celle-ci soit tournée vers le secteur privé ou le secteur public.

Renseignements pour postuler

- Postes disponibles :** 1
- Exigences :** Les demandes doivent comporter un curriculum vitæ, une lettre d'accompagnement et les relevés de notes des études de premier cycle et de l'école de droit.
- Date limite :** Le 11 juillet 2008, les entrevues débutant le 11 août 2008
- Adresser la demande à :** Jamie Hanson, avocate
Direction des services juridiques
Ministère des Transports
1201, av. Wilson
1^{er} étage, édifice B
Downsview (Ontario) M3M 1J8
- Téléphone : 416-235-4849
L. générale : 416-235-4408
Télécopieur : 416-235-4924
Courriel : jamie.hanson@ontario.ca
- Autre personne-ressource :** Si vous souhaitez qu'un de nos stagiaires en droit vous fasse part de son expérience, veuillez composer le 416-235-4408.
- Site Internet :** www.mto.gov.on.ca

Bureau de l'avocat des enfants

Le Bureau de l'avocat des enfants enquête, défend, protège et représente, dans des instances devant les tribunaux judiciaires et administratifs de l'Ontario, les droits et obligations personnels et réels des enfants.

On peut faire remonter l'origine du Bureau de l'avocat des enfants en Ontario à aussi loin que 1826, année où le lieutenant-gouverneur et le lord chancelier du Haut-Canada avaient compétence sur les successions des mineurs ou les personnes incapables de gérer leurs propres affaires. En 1881, la première *Loi sur l'organisation judiciaire* a officiellement reconnu le Bureau de l'avocat des enfants, alors appelé le Bureau du Tuteur public, qui fonctionne aujourd'hui comme un cabinet d'avocats indépendant au sein de la Division des services de justice à la famille du ministère du Procureur général.

Les avocats internes et des groupes d'avocats des différentes régions de la province représentent les enfants dans certaines procédures civiles, y compris la protection de l'enfance, la garde et les droits de visite, les successions et les questions de contentieux au civil. L'avocat des enfants peut aussi représenter les enfants conçus ou les personnes non identifiées dans certaines causes successorales.

Description du Programme des stagiaires en droit

Le Programme de stages en droit au Bureau de l'avocat des enfants offre aux étudiants une excellente expérience pratique en contentieux et une chance unique de représenter une clientèle particulière.

Les stagiaires passent par deux principaux domaines juridiques : les droits de propriété (ce qui comprend le contentieux des affaires civiles et les successions) et les droits personnels (ce qui comprend la garde des enfants et les droits de visite, et la protection de l'enfance).

Durant la phase sur les droits de propriété, les stagiaires sont exposés aux procédures sur les préjudices personnels comme les causes de faute professionnelle médicale, les demandes d'indemnisation dans des accidents automobiles et les règlements mineurs exigeant l'approbation des tribunaux. Les stagiaires auront aussi l'occasion de prêter leur concours à des demandes de redressement formulées par des personnes à charge, des causes d'interprétation de testaments, des litiges en matière d'assurance, de révocation de syndic et de demandes d'approbation de comptes de successions ou de fiducies. Les responsabilités durant cette phase comprennent habituellement les fonctions suivantes : rédiger des actes de procédure, des affidavits et autres documents judiciaires; comparaître à des audiences de motions devant des protonotaires; comparaître à des causes devant la Cour des petites créances et effectuer des recherches juridiques.

Au cours de la phase sur les droits personnels, les stagiaires représentent les enfants dans des causes de protection de l'enfance, de garde et de droits de visite devant la Cour de justice de l'Ontario sous la supervision d'avocats. Les stagiaires auront la responsabilité de gérer les dossiers et d'obtenir des renseignements en tenant des réunions avec les enfants, les parents, les enseignants, les sociétés d'aide à l'enfance, les professionnels de la santé mentale, la police et les avocats des autres parties. En outre, les stagiaires utiliseront leurs compétences en matière de règlement extrajudiciaire des différends pour négocier des règlements à l'amiable

des litiges portant sur la garde et les droits de visite et travailler avec des enquêteurs cliniques qui préparent des rapports pour les tribunaux.

Le Bureau de l'avocat des enfants offre et favorise une atmosphère amicale et coopérative. Pendant le stage, des avocats et des agents d'enquête clinique du Bureau organisent, à l'intention des stagiaires, des séminaires de formation sur le droit substantiel et les techniques pour mener les entrevues avec les enfants. En outre, les étudiants ont l'occasion d'assister à des programmes de formation organisés par le Comité des emplois d'été des étudiants et des stages en droit du ministère du Procureur général, de l'Association du Barreau de l'Ontario, du Barreau du Haut-Canada et de l'*Advocates' Society*.

Renseignements pour postuler

Postes disponibles : 2

Exigences : Les demandes doivent comporter un curriculum vitae, une lettre d'accompagnement et les relevés de notes des études de premier cycle et de l'école de droit.

Date limite : Le 11 juillet 2008, les entrevues débutant le 11 août 2008

Adresser la demande à : Marian Jacko
Avocate et vice-présidente du Comité des stagiaires
Bureau de l'avocat des enfants
393, av. University, 14^e étage
Toronto (Ontario) M5G 1W9

Téléphone : 416-314-8194
L. générale : 416-314-8000
Télécopieur : 416-314-8050 ou 416-314-8056
Courriel : Marian.Jacko@ontario.ca

Autre personne-ressource : Cathy Tempesta
Avocate et vice-présidente du Comité des stagiaires
Téléphone : 416-314-8096
Courriel : Caterina.Tempesta@ontario.ca

Site Internet : www.attorneygeneral.jus.gov.on.ca/english/family/ocl

Bureau du Tuteur et curateur public

Le Bureau du Tuteur et curateur public (BTCP) fait partie de la Division des services de justice à la famille du ministère du Procureur général. La responsabilité première du BTCP est d'aider à protéger les droits et les intérêts des adultes frappés d'incapacité mentale qui n'ont personne d'autre pour agir en leur nom. La Direction des services juridiques du BTCP est composée d'avocats et de personnel qui travaillent dans les domaines suivants : les services de tutelle, le contentieux, les services internes et le programme des biens aux fins de la bienfaisance. Le personnel juridique s'occupe des problèmes juridiques qui se posent aux personnes incapables qui relèvent du Bureau ainsi que de la prise de décisions de traitement pour les personnes incapables de le faire et qui n'ont pas de proches parents; de la recherche d'héritiers; de l'investissement des fonds de soins perpétuels; des sociétés dissoutes et la protection des intérêts publics dans les organismes de bienfaisance. Étant donné la variété du travail de notre bureau, on le compare souvent à un cabinet juridique général.

Description du Programme des stagiaires en droit

Les stagiaires en droit ont l'occasion de comparaître devant les tribunaux judiciaires et administratifs. Ils sont exposés à une variété de sujets, notamment des causes relatives au droit de la famille, aux successions, aux œuvres de bienfaisance, à l'immobilier, aux sociétés, aux délits et aux préjudices corporels. Les étudiants rédigent aussi des mémoires juridiques sur un certain nombre de questions.

Le programme de stages en droit prévoit un cycle de formation en trois étapes et les stagiaires passent par chacune des trois étapes. Les stagiaires travaillent par rotation dans les services de tutelle et du contentieux. Ils travaillent aussi par rotation conjointe dans les services internes et le programme des biens aux fins de la bienfaisance. Ils se voient affecter un avocat principal et un mentor qui leur prodiguent des conseils toute l'année. À la fin de chaque étape, le Comité des stages en droit communique aux stagiaires ses observations sur le travail qu'ils ont accompli.

Le Bureau du Tuteur et curateur public recherche des candidats qui souhaitent venir en aide aux personnes les plus vulnérables de la société. Les candidats doivent avoir une certaine expérience des relations avec les personnes frappées d'incapacité mentale et doivent être disposés à effectuer un travail juridique exigeant.

Renseignements pour postuler

Postes disponibles : 3

Exigences : Les demandes doivent comporter un curriculum vitae, une lettre d'accompagnement et les relevés de notes des études de premier cycle et de l'école de droit. Les étudiants doivent aussi joindre une liste des cours qu'ils prévoient suivre en troisième année.

Date limite : Le 11 juillet 2008, les entrevues débutant le 11 août 2008

Adresser la demande à : Mara Farmer, avocate
Bureau du Tuteur et curateur public
Ministère du Procureur général
595, rue Bay, bureau 800

Toronto (Ontario) M5G 2M6

Téléphone : 416-314-6053
Télécopieur : 416-314-2231
Courriel : mara.farmer@ontario.ca

**Autres personnes-
ressources :**

Monique Charlebois
Avocate, administration des successions
Téléphone : 416-314-8695
Télécopieur : 416-314-2781
Courriel : Monique.Charlebois@ontario.ca

Yeon-Tae Kim
Avocat
Téléphone : 416-314-2771
Télécopieur : 416-314-2231
Courriel : Yeon-Tae.Kim@ontario.ca

Site Internet : www.attorneygeneral.jus.gov.on.ca/english/family/pgt

Division des politiques

La Division des politiques agit auprès du ministère du Procureur général comme un centre d'aide et de services de consultation stratégique sur les politiques et questions juridiques concernant l'ensemble du Ministère. La Division travaille en collaboration étroite avec les bureaux du procureur général et du sous-procureur général, les autres divisions du Ministère, le Bureau du Conseil des ministres, et avec les autres ministères et gouvernements.

Le mandat de la Division des politiques comporte plusieurs aspects :

- Élaboration des politiques juridiques et services de consultation dans divers secteurs du droit (p. ex., justice civile, justice à la famille, droit administratif, droits de la personne, surveillance civile du maintien de l'ordre, traitement des Autochtones par le système judiciaire, droit commercial, etc.), lesquels sont régis par plus d'une centaine de lois relevant de la compétence du procureur général;
- Élaboration stratégique de politiques pour répondre aux besoins prioritaires définis par le gouvernement actuel, ce qui amène la Division à consulter les parties intéressées et à travailler en collaboration avec celles-ci;
- Encadrement du processus et du programme législatifs du procureur général, auquel la Division apporte son aide et ses conseils;
- Coordination des politiques concernant l'ensemble du Ministère (p. ex., aide à la réunion du Cabinet, requêtes du Bureau du Conseil des ministres, réunions F/P/T, et réponses aux autres gouvernements et paliers de gouvernement);
- Soutien des politiques et services de consultation aux autres divisions du ministère du Procureur général et aux autres ministères participant à l'élaboration des politiques;
- Encadrement au chapitre de la responsabilité législative du Ministère en ce qui concerne les professions (avocats, architectes, ingénieurs et comptables) et les intérêts des groupes désirant obtenir un statut professionnel.

La Division des politiques comprend aussi une équipe responsable des relations fédérales/provinciales/territoriales et une équipe responsable des questions autochtones.

Description du Programme des stagiaires en droit

Les stagiaires en droit participent activement à tous les aspects du travail, dont la recherche juridique, l'élaboration d'exposés sur les options de politiques, la préparation de mémoires devant le Conseil des ministres, la préparation de rapports pour les cadres supérieurs et le procureur général, ainsi que le traitement de la correspondance du ministre. Les stagiaires ont souvent la chance d'aider les conseillers législatifs à s'acquitter de leur mandat en participant à la rédaction de lois et règlements. Les stagiaires participent aussi aux comités inter- et infraministériels sur les projets législatifs et politiques.

Renseignements pour postuler

Postes disponibles : 1

Exigences : Les demandes doivent comporter un curriculum vitæ, une lettre d'accompagnement et les relevés de notes des études de premier cycle et de l'école de droit et deux (2) lettres de recommandation.

Date limite : Le 11 juillet 2008, les entrevues débutant le 11 août 2008.

Adresser la demande à : Earl Dumitru, avocat
Division des politiques
Ministère du Procureur général
720, rue Bay, 7^e étage
Toronto (Ontario) M5G 2K1

Téléphone : 416-326-4750
L. générale : 416-326-2500
Télécopieur : 416-326-2699
Courriel : earl.dumitru@ontario.ca

Autre personne-ressource : Si vous souhaitez qu'un de nos stagiaires en droit vous fasse part de son expérience, veuillez composer le 416-326-2500.

Cour supérieure de justice

Chaque année, 21 étudiants en droit sont choisis pour effectuer un stage en tant qu'auxiliaires juridiques auprès des juges de la Cour supérieure de justice. Dix postes sont disponibles à Toronto (y compris un poste rattaché à la Cour divisionnaire) et un total de 11 postes dans les centres régionaux suivants : Brampton (2), Hamilton (2), London (1), Windsor (1), Newmarket (2), Ottawa (2) et Sudbury (1).

Description du Programme des stagiaires en droit

Travaillant étroitement avec les juges, les candidats traiteront de nombreux aspects des procédures judiciaires de droit civil et pénal. Les auxiliaires juridiques sont encouragés à assister à des procès, à des audiences de motions civiles, à des procédures de sélection de jury, à des audiences de détermination de la peine, à des conférences de cas, à des audiences de faillite, à des appels en matière de poursuites sommaires et à des audiences du tribunal de la famille.

Fonctions des stagiaires : fournir aux juges des avis oraux et des exposés écrits du droit sur divers sujets juridiques, étudier les plaidoiries, préparer des sommaires de cas, contribuer à la rédaction des verdicts du jury, corriger les jugements. Les auxiliaires juridiques peuvent également être amenés à aider les juges à préparer des travaux d'érudition, des discours et des présentations sur des sujets liés au droit.

L'un des auxiliaires juridiques de Toronto sera affecté exclusivement à la Cour divisionnaire, pour y acquérir de l'expérience dans le domaine du droit administratif. La Cour divisionnaire procède à la révision juridique des décisions des tribunaux et sert de tribune pour certaines causes portées en appel.

Fiche de demande

Étant donné que la Cour supérieure de justice ne recrute pas ses stagiaires en droit à la même période que la plupart des autres bureaux du ministère du Procureur général, veuillez consulter directement le site Internet de la Cour supérieure de justice, où vous trouverez des renseignements pour postuler

(<http://www.ontariocourts.on.ca/scj/en/lawclerkprogram/application.htm>).

Personne-ressource

Dianne Caldwell
Avocate
Cour supérieure de justice, Bureau du juge en chef
361, av. University, salle 621
Toronto (Ontario) M5G 1T3
Téléphone : 416-327-5005